



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 23 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ZaCh System SA

ZI La Croix Cadeau
CS 10079
49240 Avrillé

Références : 2025-255_INSP_Zach system – Avrillé_RAP
Code AIOT : 0006301144

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement ZaCh System SA implanté ZI La Croix Cadeau CS 10079 49240 Avrillé. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action nationale 2025 fluides frigorigènes

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZaCh System SA
- ZI La Croix Cadeau CS 10079 49240 Avrillé
- Code AIOT : 0006301144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Zach System, filiale du groupe italien pharmaceutique ZAMBON, exploite un site de production de principes actifs et d'intermédiaires de synthèse pour l'industrie pharmaceutique et alimentaire sur la commune d'Avrillé, localisée dans le Maine-et-Loire (49). Elle est soumise à autorisation environnementale.

Au titre ICPE, elle a notamment été autorisée par arrêté préfectoral complémentaire codificatif du 2 décembre 1998 et est réglementée par différents arrêtés préfectoraux complémentaires qui l'ont complété. Cet établissement est soumis à la directive SEVESO III, seuil haut et ses activités sont soumises à la directive sur les émissions industrielles (IED).

Elle exploite une quarantaine de circuits comportant des fluides frigorigènes soumis au régime de la déclaration au titre de la rubrique 1185.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Fiche d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Confinement	Règlement européen du 07/02/2024, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Système de détection de fuite	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Demande d'action corrective	6 mois
12	Conformité du système de détection de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	Demande d'action corrective	6 mois
13	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018	Sans objet
2	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, articles 3.2 et 3.3 (annexe)	Sans objet
3	Attestation des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4	Sans objet
7	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
8	Contrôles d'étanchéité	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Sans objet
10	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89	Sans objet
14	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
15	Marque de contrôle – détection de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet
16	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un grand nombre de circuits utilisant des fluides frigorigènes.

Il dispose de nombreuses informations concernant leur suivi et leur maintenance.

Le classement de ces informations devra être affiné ou précisé (exemple registre de chaque circuit).

Une action spécifique devra être engagée concernant les trois circuits les plus importants en termes d'équivalent CO₂ (Plus de 500 tonnes) concernant les détecteurs.

Sur le moyen et le long terme, une réflexion doit être engagée sur ces circuits du fait de l'évolution de la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018
Thème(s) : Actions nationales 2025, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :</p> <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>...</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)</p>

- b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)
3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :
1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :
- a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)
- b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)
2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)

Constats :

En préambule, il convient de mentionner que cette rubrique sera prochainement actualisée pour faire référence aux nouveaux règlements F-Gaz (2024/573) et Ozone (2024/590) et il est envisagé d'étendre les gaz à effet de serre fluorés couverts par cette rubrique aux gaz à effet de serre mentionnés à l'annexe II, section 1 du règlement 2024/573 (L'arrêté ministériel de prescriptions générales du 04/08/2014 sera également actualisé en conséquence.).

Il convient toutefois d'examiner la situation administrative de l'établissement au regard de la rubrique 1185 dans son intitulé actuel.

L'exploitant a transmis un inventaire de ses circuits de production de froid véhiculant des fluides frigorigènes.

Ils sont au nombre de 44.

Seuls 43 circuits comportent une quantité de fluides de plus de 2 kg.

La masse totale est de 1138 kg pour un équivalent CO₂ de 4375 tonnes.

Il y a une petite différence avec un porter à connaissance récent qui mentionne une capacité existante de 1150 kg.

L'arrêté complémentaire du 28 février 2017 mentionne également une quantité légèrement inférieure.

L'exploitant est bien classé 1185-2-a sous le régime DC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation :

Prévoir sur cette thématique un tableur en ajoutant deux colonnes :

- . dates de mise en service des circuits,
- . PRP (Pouvoir de réchauffement planétaire) des différents fluides.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, articles 3.2 et 3.3 (annexe)

Thème(s) : Actions nationales 2025, Identification des équipements concernés

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue

la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018)

Annexe 1

Point 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides

Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.

Point 3.3 : État des stocks de fluides

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.

Constats :

Ce point a été vérifié parmi quelques circuits ayant les capacités les plus importantes (-10 COF1, -25 COF1, -25 COF 2 et -25 COFP).

Aucun écart n'a été observé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Attestation des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78

Thème(s) : Actions nationales 2025, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

Article R. 543-78 du code de l'environnement

Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français.

L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.

Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans

un des États membres de l'Union européenne.
<p>Constats :</p> <p>Sur ce volet, il a été demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dernière fiche d'intervention sur l'équipement référencé CLIM n°92 <p>Il s'agit de la fiche d'intervention n° 1853613 du 20/06/2024.</p> <p>L'opérateur mentionné est Dalkia Froid Solutions - Agence d'Angers - 49484 Verrières-en-Anjou</p> <p>Le numéro de capacité est 3493639 référencé sur le site de l'ADEME.</p> <p>La nature de l'intervention n'est pas précisée tout comme la présence ou non d'un système permanent de détection de fuites.</p> <p>La fréquence minimale du contrôle périodique n'est pas précisée.</p> <p>A noter le tonnage équivalent CO₂ n'est que de 2,43 tonnes.</p> <p>Il est indiqué qu'il n'y a pas eu de fuite constatée.</p> <p>La fiche est signée par l'opérateur et le détenteur.</p> <p>L'opérateur dispose d'une attestation d'aptitude.</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dernière fiche d'intervention sur l'équipement référencé CF13 <p>L'opérateur mentionné est Trane France à Carquefou (44).</p> <p>Le numéro de capacité est 15191 a priori <u>non référencé sur le site de l'ADEME</u>.</p> <p>Cependant devra être éclairci par l'exploitant.</p> <p>La nature de l'intervention est un contrôle d'étanchéité.</p> <p>La fréquence minimale du contrôle périodique est de 12 mois.</p> <p>A noter, le tonnage équivalent CO₂ est de 7,8 tonnes.</p> <p>Il est indiqué qu'il n'y a pas eu de fuite constatée.</p> <p>La fiche est signée par l'opérateur et le détenteur.</p> <p>L'opérateur dispose d'une attestation d'aptitude.</p> <p>L'exploitant dispose des attestations d'aptitude des opérateurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en service d'un équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R. 543-79 du code de l'environnement</p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dates de mise en service des équipements n'étant pas renseignées sur l'inventaire des circuits,</p>

toute vérification du respect de cette prescription est impossible de manière exhaustive. Il est donc demandé à l'exploitant d'ajouter cette information sur son inventaire et par ailleurs de transmettre la justification de la réalisation du contrôle d'étanchéité sur les deux équipements les plus récents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Ajouter les dates de mise en service sur l'inventaire des circuits, Transmettre la justification de la réalisation du contrôle d'étanchéité sur deux équipements récents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Fiche d'intervention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : Article R. 543-82 du code de l'environnement : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO ₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. [...]
Constats : L'inventaire comporte une colonne avec un lien sur le dernier document disponible. La dernière fiche d'intervention sur le circuit -25 COF1 a été examinée. Il s'agit d'un circuit de 280 kg de R 404A (équivalent CO ₂ 1098 kg). Elle correspond à un contrôle d'étanchéité et une maintenance. L'opérateur a une attestation de capacité 224225 référencée sur le site de l'ADEME. La périodicité de contrôle est mentionnée à 3 mois. Cet aspect est traité au niveau du point de contrôle n°11. Aucune fuite n'a été constatée. Il est indiqué qu'il n'y a pas de système permanent de détection de fuite. Une observation codée est mentionnée : WO-02842173. La fiche est signée par l'opérateur et le détenteur. L'exploitant transmettra l'attestation d'aptitude de l'intervenant. La dernière fiche d'intervention sur le circuit GEG5 a été examinée.

<p>Il s'agit d'un circuit de 17,5 kg de R 410A (équivalent CO₂ 36,34 kg). Elle correspond à un contrôle d'étanchéité. L'opérateur a une attestation de capacité 3493639 référencée sur le site de l'ADEME. La périodicité de contrôle est mentionnée à 12 mois. Aucune fuite n'a été constatée. Il est indiqué qu'il n'y a pas de système permanent de détection de fuite. Une observation codée est mentionnée : OT : 24063736. La fiche est signée par l'opérateur et le détenteur. L'agent ayant réalisé l'intervention dispose d'une attestation d'aptitude.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettra l'attestation d'aptitude de l'intervenant sur le circuit de 280 kg de R 404A (Fiche 18401747447). Fournir la signification des codes mentionnés sur les deux fiches ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Interdiction d'utilisation des HCFC

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone 1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inventaire des circuits mentionne un équipement utilisant du R22 (CLIM n°38 - charge de 2,8 kg). La dernière fiche d'intervention correspond à un contrôle d'étanchéité. Elle a été signée le 25/06/2024. La périodicité de vérification mentionnée est de 12 mois. La fiche est signée par l'opérateur et le détenteur. L'historique des interventions n'était cependant pas disponible spécifiquement pour le circuit CLIM n°38. Cet aspect est cependant traité au point de contrôle n°13. L'interdiction de recharge de cet équipement a été rappelée à l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Fournir l'historique des interventions sur cet équipement.</p>

N° 7 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

Règlement 2024-573

Article 13 - Restrictions d'utilisation

[...]

3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.

Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes:

a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;

b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements de réfrigération qui ont fait l'objet d'une exemption conformément à l'article 11, paragraphe 5.

5. A partir du 1er janvier 2032, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dont le pouvoir de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 750 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération fixes à l'exception des refroidisseurs est interdite.

Annexe IV

Est interdite à partir du 1er Janvier 2022 :

12. La mise sur le marché de réfrigérateurs et congélateurs à usage commercial (équipements hermétiquement scellés) contenant des HFC dont le PRP est supérieur ou égal à 150,

13. La mise sur la marché de systèmes de réfrigération centralisés multipostes à usage commercial d'une capacité nominale supérieure ou égale à 40 kW et qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est supérieur ou égal à 150, ou qui en sont tributaires, à l'exception des circuits primaires de réfrigération des systèmes en cascade dans lesquels des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est inférieur à 1500 peuvent être utilisés.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 10 circuits utilisant des fluides ayant un PRP supérieur à 2500. 6 circuits avec des fluides ayant un PRP de plus de 2500 ont une charge en équivalent CO₂ de plus de 40 tonnes.</p> <p>En l'absence de registre spécifique à l'équipement (voir point de contrôle n°13), il ne s'est pas avéré possible de reconstituer les historiques sur ces équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Contrôles d'étanchéité

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Fréquence des contrôles périodiques d'étanchéité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/573 : Article 5 : 1- Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité. Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :</p> <p>a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.</p> <p>[...]</p> <p>2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:</p> <p>a) équipements de réfrigération ; b) équipements de climatisation ; c) pompes à chaleur ; d) équipements de protection contre l'incendie ; e) cycles organiques de Rankine ; f) appareils de commutation électrique.</p> <p>[...]</p> <p>6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :</p> <p>a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois; b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;</p>

c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO ₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.
Constats : Il a été vérifié sur l'inventaire des circuits que toutes les fréquences retenues par l'exploitant pour les détections de fuite sont conformes (au moins aussi fréquentes que ce qui est prévu par la réglementation).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Confinement

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2024/573 : Article 4 : [...] 3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz. [...] 5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié. Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation.

Constats :

L'un des équipements GEG 3 (Charge de 6 kg de R410A) a fait l'objet de plusieurs interventions en 2024.

L'exploitant a fourni l'historique qui est le suivant :

10229344	25/03/24	GEG3 (groupe d'eau glacée APEX2/MC2/EBP)	GEG3 en défaut delta P	
	26/03/24	intervention DALKIA	fuite vanne de service ligne liquide	document 24035830
	26/03/24	contrôle étanchéité	appoint de 4,3 kg	cerfa 1794503
10230485	03/05/24	Ventila/ chauffage/ climatisation/ extrac	GEG3 en défaut 2 reprises	
	03/05/24	intervention DALKIA	appoint de gaz, nécessite une autre intervention pour vérification machine	document 24052168
	03/05/24	contrôle étanchéité	appoint de 1,5 kg	cerfa 1817711
10230597	06/05/24	GEG3 (grpe d'eau glacée APEX2/MC2/EBP)		
	07/05/24	intervention DALKIA	fuite non réparable sur condenseur, devis pour	document 24053233

			remplacement	
10230833	15/05/24	Usine d'Avrillé	défauts multiple GEG 3	
	16/05/24	intervention DALKIA	pas de réparation	document 24056551
	16/05/24	contrôle étanchéité	appoint de 3 kgs de R410A	cerfa 1822955
10232621	05/07/24	Atelier APF2	GEG3 : Défaut BP	
	05/07/24	intervention DALKIA fuite non réparable sur condenseur	pas de réparation	document 24080999, appoint de 3 kgs de R410A
	05/07/24	contrôle étanchéité	appoint de 3 kgs de R410A	cerfa 1866285
10232777	09/07/2024	Ventila/ chauffage/ climatisation/ extrac	defaut p° circuit A GEG3	
	11/07/24	intervention DALKIA	remplacement du condenseur	document 24069034, recharge de 5,9kgs
	11/07/24	contrôle étanchéité	récupération de 4,6kgs et recharge de 5,9kgs vierges	cerfa 1871097

L'attestation de capacité de l'opérateur porte le numéro 3493639.

Les attestations d'aptitude des intervenants non encore fournies devront être transmises.

Les interventions sont tracées. Toutefois, il a été observé des fuites de 12,7 kg de fluide frigorigène sur l'année 2024 alors que le circuit a une charge de moitié.

<p>Il conviendra aussi de s'assurer que les contrôles d'étanchéité sont réalisés au plus tôt après avoir fait fonctionner le circuit pendant 24 heures.</p> <p>Une note décrivant l'historique des interventions devra être fournie afin de mieux comprendre la logique et la chronologie des interventions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Veiller à réaliser une maintenance préventive afin que ce phénomène ne soit pas rencontré sur d'autres circuits.</p> <p>Transmettre les attestations d'aptitude des intervenants non encore fournies,</p> <p>Justifier que les contrôles d'étanchéité sont réalisés au plus tôt après avoir fait fonctionner le circuit pendant 24 heures.</p> <p>Fournir une note décrivant l'historique des interventions afin de mieux comprendre la logique et la chronologie des interventions.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen des données disponibles n'a pas mis en évidence de telles pratiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Système de détection de fuite

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Présence d'un système de détection de fuite</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/573 :</p> <p>Article 6 :</p> <p>1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>2. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points e) et f), qui</p>

contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

4. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, point f), soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement

Constats :

3 circuits sont concernés par l'obligation réglementaire d'une détection de fuite (Gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I du règlement européen 2024/573 en quantité supérieure à 500 tonnes équivalent CO₂) :

- La production de EG-25 COF1,
- La production d'EG-25 COFP,
- La production de froid SERAIL BP pour l'atelier de Lyophilisation.

Le règlement européen 2024/573 ne définit pas le système de détection à mettre en place, il est toutefois précisé que le système de détection devra permettre d'alerter en cas de fuite soit l'exploitant soit une société assurant l'entretien.

L'arrêté de 29/02/2016 modifié le 17 juillet 2019 définit :

- Dans son article 3 paragraphe I que le système de détection de fuite est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :
 - 50 grammes par heure ;
 - 10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.
- Dans son article 3-paragraphe II que le système de mesure de fuite peut être de type mesure directe en justifiant l'impossibilité technique d'une mesure indirecte.
L'implantation du système permanent de détection de fuite doit être conforme aux préconisations d'une étude préalable. La détection directe doit garantir le niveau de détection défini à l'article 3 paragraphe I.
- Dans son article 3-paragraphe III "Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants :
 - a) La pression ;
 - b) La température ;
 - c) Le courant du compresseur ;
 - d) Les niveaux de liquides ;
 - e) Le volume de la quantité rechargée.

Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté.

L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les

fuites. Il réalise les contrôles d'étanchéité, prévus à l'article 1^{er}, par une méthode de mesure directe à la périodicité prévue à l'article 4.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.

La situation de Zach est la suivante (Informations fournies post-inspection) :

Ces installations ont été mises en exploitation antérieurement à l'arrêté du 29/02 2016 soit respectivement.

- En 2008 pour l'EG-25 de COF1,
- En 2012 pour l'EG-25 de COFP,
- En 2015 pour le groupe froid SERAIL.

Elles n'intègrent pas, par conception, de système de détection de fuite indirect.

Pour les différentes installations les systèmes et contrôles en place sont les suivants :

- EG-25 COFP
 - Une mesure de la pression du fluide HFC est réalisée en continu et en cas de perte de pression, caractéristique d'une fuite, une alarme visuelle se déclenche avec un report sur la gestion technique centralisée qui transmet directement cette alarme sur le téléphone du chef de poste (Permettant une alarme directe 24h/24 et 7j/7). L'installation s'arrête par manque de pression. Ce dispositif est une mesure indirecte mais à ce jour sans garantie de respecter les valeurs définies dans l'arrêté du 29/02/2016 article 3 paragraphe I et est assimilable aux dispositions de l'article 3 paragraphe III.
 - Un système de détection par mesure directe est installé dans le local des compresseurs. Il permet en cas de fuite de déclencher une alarme sonore et lumineuse alertant le personnel. Cet équipement est contrôlé a minima 1 fois par an.
 - La fréquence de contrôle des fuites est de 3 mois et correspond à la fréquence définie dans l'article 4 pour les installations en l'absence de système permanent de détection de fuite répondant aux exigences des paragraphes I et II de l'article 3.

En l'état, et bien que les dispositions sont non justifiées comme le prévoit l'arrêté du 29/02/2016, l'installation respecte suivant l'exploitant l'article 3 paragraphe III de ce texte. Elle est renforcée d'une mesure directe qui reste à justifier pour respecter la demande de l'article 3 paragraphe II.

- SERAIL
 - Une mesure de la pression du fluide HFC est réalisée en continu et en cas de perte de pression, caractéristique d'une fuite, une alarme sonore visuelle se déclenche avec un report sur la gestion technique centralisée qui transmet directement cette alarme sur le téléphone du chef de poste (Permettant une alarme directe 24h/24 et 7j/7). L'installation s'arrête par manque de pression. Ce dispositif est une mesure indirecte mais à ce jour sans garantie de respecter les valeurs définies dans l'arrêté du 29/02/2016 article 3 paragraphe I et est assimilable aux dispositions de l'article 3 paragraphe III.
 - Un système de détection par mesure directe est installé dans le local des compresseurs. Il permet en cas de fuite de déclencher une alarme sonore et lumineuse alertant le personnel. Cet équipement est contrôlé à minima 1 fois par an.
 - La fréquence de contrôle des fuites est de 1 mois et de ce fait est conforme à la fréquence définie dans l'article 4 pour les installations en l'absence de système

permanent de détection de fuite répondant aux exigences des paragraphes I et II de l'article 3.

En l'état, et bien que les dispositions sont non justifiées comme le prévoit l'arrêté du 29/02/2016, l'installation respecte suivant l'exploitant l'article 3 paragraphe III de ce texte. Elle est renforcée d'une mesure directe qui reste à justifier pour respecter la demande de l'article 3 paragraphe II.

- EG-25-I COF1
 - Une mesure de la pression du fluide HFC est réalisée en continu et en cas de perte de pression, caractéristique d'une fuite, une alarme visuelle se déclenche avec un report sur la gestion technique centralisée qui transmet directement cette alarme sur le téléphone du chef de poste (Permettant une alarme directe 24h/24 et 7j/7). L'installation s'arrête par manque de pression. Ce dispositif est une mesure indirecte mais à ce jour sans garantie de respecter les valeurs définies dans l'arrêté du 29/02/2016 article 3 paragraphe I et est assimilable aux dispositions de l'article 3 paragraphe III.
 - La fréquence de contrôle des fuites est de 3 mois et correspond à la fréquence définie dans l'article 4 pour les installations en l'absence de système permanent de détection de fuite répondant aux exigences des paragraphes I et II de l'article 3.

En l'état, et bien que les dispositions sont non justifiées comme le prévoit l'arrêté du 29/02/2016, l'installation respecte suivant l'exploitant l'article 3 paragraphe III de ce texte.

Un bilan réalisé sur ces 3 dernières années montrent que les appoints en HFC ne sont pas liées à des fuites sur les installations mais à des opérations de maintenance.

La situation actuelle présente des écarts vis à vis des exigences réglementaires et l'exploitant propose le plan d'action suivant :

- Sous 1 mois : Renforcement des contrôles de fuite pour passer à une fréquence mensuelle sur chacune de ces 3 installations.
- Sous 3 mois : Réalisation d'une étude technico-économique pour :
 - Déterminer les moyens de mesure indirecte à mettre en place permettant de respecter les valeurs de détection définies dans l'article 3 paragraphe I ou justification de l'impossibilité technique de la mise en place de ces mesures indirectes.
 - Valider les moyens de mesures directes en place et en particulier l'implantation des détecteurs. Cette étude sur les détecteurs sera réalisée par une personne qualifiée et indépendante de Zach.
 - Justifier pour l'installation EG-25 COF1, en cas d'impossibilité de mettre en place des mesures indirectes et des mesures directes, du respect de l'article 3- paragraphe III.
- Sous 6 mois : Déploiement des actions identifiées dans l'étude technico-économique précédente.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en œuvre le plan d'actions proposé et/ou toute mesure additionnelle pertinente afin d'être en conformité dans les 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Conformité du système de détection de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Caractéristiques du dispositif
Prescription contrôlée : Arrêté du 29 février 2016 Article 3 : I. Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. II. Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure ; - 10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte. L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment le seuil de déclenchement de l'alarme. III. Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques le système permanent de détection de fuite [...] doit analyser au moins un des paramètres suivants : la pression, la température, le courant du compresseur, les niveaux de liquides, le volume de la quantité rechargée.
Constats : Voir point de contrôle précédent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir point de contrôle précédent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des interventions
Prescription contrôlée :

Règlement 2024-573

Article 7 - Tenue de registres

1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes:

a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation;

b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts;

c) la quantité de gaz récupérée;

d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat;

e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations;

f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites;

g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.

2. A moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données établie par les autorités compétentes des États membres, les règles ci-après s'appliquent :

a) les exploitants visés au paragraphe 1 conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins 5 ans. [...]

Constats :

Un historique a été fourni pour le circuit GEG3 (6 kg de R410A).

Toutefois, l'exploitant doit disposer d'un registre par équipement.

Ils n'étaient pas tous disponibles lors de l'inspection.

Les informations sur les circuits doivent faire l'objet d'une centralisation dans ce registre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en place un registre par circuit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Marque de contrôle – absence de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 6</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les circuits suivants ont été vérifiés sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - -25COF2 circuit n°2 (Charge R404A - 80 kg) ; - -25COF2 circuit n°1 (Charge R404A - 80 kg) ; - -25COFP CP1 et 2 (Charge R404A - 250 kg) ; - GEG1 (Charge R454B - 6 kg) ; - SERAII BP (Charge R23 - 60 kg) ; - SERAII HP (Charge R404 - 45 kg) ; - -25COF1 (Charge R404A - 280 kg). <p>Sur les affichages, des non conformités ne sont pas observées. Aucun équipement n'est déclaré fuyard.</p> <p>Il convient toutefois que l'exploitant mette à jour en continu son inventaire des circuits, s'assure que les échéances correspondent aux périodicités réglementaires et s'interroge sur la pertinence de mettre une date correspondant à la périodicité qu'il a retenue lorsque la fréquence de contrôle d'étanchéité qu'il a définie est plus ambitieuse que celle prévue par la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Marque de contrôle – détection de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer en cas de fuite
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 7</p>

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

Aucun équipement n'a été identifié ou signalé dans cette situation lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Déclaration de rejets

Prescription contrôlée :

Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets - Article 4

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.

Constats :

L'exploitant a a priori émis moins de 100 kg de HFC en 2024.
Sa déclaration GERE 2024 mentionne 11,6 kg de HFC.

Type de suites proposées : Sans suite